



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Brèves de la semaine du 23 mai

Régional

❖ Le secteur privé propose l'uniformité fiscale au sein de la CAE

L'*East African Business Council*, qui chapeaute les organisations du secteur privé de l'Afrique de l'Est a proposé l'harmonisation de plusieurs taxes, notamment la taxe sur la valeur ajoutée, l'impôt sur le revenu et les droits d'accise, dans les budgets régionaux 2022/2023. Cette proposition intervient alors que la plupart des budgets pour l'exercice 2022/2023 dans la région doivent entrer en vigueur le 1^{er} juillet. La proposition consiste à appliquer le même pourcentage de TVA sur les marchandises dans la région. À l'heure actuelle, même si les exportateurs n'ont pas à payer la TVA, le pourcentage appliqué aux autres biens varie dans la région : Le Kenya applique une TVA locale de 16 %, tandis que l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie sont à 18 % (15 % à Zanzibar). Les droits d'accise appliqués aux services de télécommunications et aux transferts d'argent varient également selon les pays. La proposition consiste à maintenir le droit d'accise à 10 %.

❖ La Banque africaine de développement débloque 1,5 Md USD pour faire face à la crise alimentaire

La BAD a débloqué 1,5 Mds USD pour faire face à la crise alimentaire qui menace le continent. Les fonds seront acheminés à environ 20 millions d'agriculteurs à travers le continent sous forme d'achats de semences certifiées, d'engrais et de meilleures technologies agricoles. L'objectif est de permettre aux agriculteurs de produire au moins 38 millions de tonnes de nourriture cette saison, selon la décision prise vendredi par le Conseil des gouverneurs de la Banque. Cette décision intervient alors que le continent, importateur net de denrées alimentaires, est confronté à la hausse des prix des produits après que la crise ukrainienne a perturbé la production et l'approvisionnement du marché mondial. Selon la BAD, le continent est confronté à une pénurie pouvant atteindre 30 millions de tonnes métriques cette année : le blé, le maïs et le soja étant les plus nécessaires. Le président du Groupe de la Banque africaine de développement a déclaré que l'objectif était aussi de lutter contre le recours à

l'aide alimentaire « *chaque fois qu'il y a une crise sur le continent* », et a prôné l'accès aux semences et aux moissonneuses mécaniques pour obtenir des récoltes abondantes au niveau local. Le programme impliquera une collaboration avec les agences gouvernementales et le secteur privé pour aider les agriculteurs individuels à accéder aux semences et autres intrants au cours des différentes saisons de plantation de cette année sur le continent. Nommé *Emergency Food Production Facility*, les petits exploitants agricoles, regroupés sous des registres gouvernementaux, bénéficieront de points de collecte communs pour les semences et les engrais. La Banque estime qu'un tel programme pourrait accroître la production alimentaire de l'Afrique grâce à un investissement agricole de 12 Mds USD. La corruption et l'accaparement des élites restent des défis majeurs à surmonter lors de la mise en œuvre du programme.

Forum Africités : Dialogue sur la lutte contre les défis liés aux villes intermédiaires

Un rapport lancé par la Banque africaine de développement (BAD) lors du forum Africités qui s'est tenu la semaine dernière montre que d'ici 2050, la population urbaine va augmenter de 900 millions de personnes en Afrique, ce qui représentera environ la moitié de la population. 64 % de la population urbaine vit actuellement dans des habitats informels, et la question se pose sur la capacité du continent à gérer cette transition. À cet effet, Maimunah Mohd Shariff, directrice exécutive de l'*UN Habitat*, s'est inquiétée que les jeunes auront du mal à trouver des emplois, logements et à fonder des familles. Compte tenu de l'importance économique des villes, l'unanimité s'est faite sur le fait qu'un schéma directeur pour guider la croissance en milieu urbain devrait être développé. Un appel a également été lancé en faveur d'un investissement accru dans le planning familial, car 20 millions de femmes en Afrique n'auraient pas accès à des services de santé reproductive essentiels. Le président du Kenya, partisan du développement de villes intelligentes pour relever les défis de l'urbanisation future, a quant-à-lui prévenu que l'exploitation du potentiel des villes intermédiaires ne devait pas se faire au détriment des zones rurales dont la population est en augmentation.

Afin de renforcer les partenariats, plusieurs acteurs locaux et internationaux étaient représentés au forum. Le pavillon français était composé de 14 entreprises issues de divers secteurs de l'économie.

Burundi

Pas de brève cette semaine

Comores

Pas de brève cette semaine

Djibouti

Signature de 2 accords de partenariats par la Chambre de commerce djiboutienne et le secteur privé monégasque

Dans le cadre du forum économique organisé par le *Monaco Economic Board* (MEB) et le Club des

Entrepreneurs Monégasques en Afrique (CEMA), une délégation d'entreprises djiboutiennes, accompagnée par le directeur du Fonds souverain djiboutien, s'est rendue à Monaco début mai. A l'issue de cette rencontre - entreprises des secteurs de la banque/finance, de l'énergie, de la logistique et des télécoms entre autres - la Chambre de Commerce de Djibouti a signé deux protocoles d'accord avec le MEB d'une part et la CEMA d'autre part. Bien qu'actuellement, aucune entreprise monégasque ne serait présente à Djibouti, l'objectif de cette rencontre est d'intensifier les relations économiques entre la Principauté de Monaco et Djibouti.

🌐 Erythrée

Pas de brève cette semaine

🌐 Ethiopie

1 Md USD généré par les exportations de café sur 10 mois

Alors que l'Éthiopie avait enregistré un pic de recettes d'exportation de 909 MUSD en 2020/21, celles-ci ont atteint 1 Md USD sur les 10 premiers mois de l'année fiscale 2021/22. Ces résultats en hausse (+65%) s'expliquent par une légère hausse du volume exporté (231 000 tonnes contre 207 000 tonnes en 2020/21), la qualité du café (60% de café de spécialité contre seulement 35% l'année dernière), l'appréciation des cours mondiaux du café (sécheresse au Brésil qui a entraîné une inflation des prix) et les réformes entreprises par le gouvernement visant à favoriser une meilleure intégration verticale (agriculteurs et fournisseurs peuvent désormais directement exporter sans passer par une

plateforme de trading comme ECX). L'Allemagne, l'Arabie saoudite et les États-Unis demeurent les clients les plus importants de l'Éthiopie, tandis que la Chine a enregistré une forte progression passant de 33^{ème} client à 8^{ème} client du pays. L'Éthiopie est le 5^{ème} producteur de café dans le monde, mais le 7^{ème} exportateur, et le café a représenté 25% du total des exportations du pays (3,6 Mds USD) sur l'année 2020/21.

Hausse des flux entrants d'investissements directs à l'étranger (IDE)

L'Éthiopie aurait généré 2,43 Mds USD d'IDE sur les 9 premiers mois de l'année fiscale 2021/22, selon l'*Ethiopian Investment Commission*. Malgré des résultats en deçà de l'objectif (3,63 Mds USD – soit 67% atteint), ceux-ci sont en hausse par rapport à l'année dernière sur la même période (+18,8%). Principalement en provenance de la Chine, de la France, des États-Unis, d'Israël et d'Italie, les investisseurs – au nombre de 118 – se sont engagés dans plusieurs secteurs (65 dans l'industrie manufacturière, 50 dans les services et 3 dans l'agriculture) et auraient permis de créer 57 451 emplois. Dans un contexte difficile de conflit interne, de pénurie structurelle de devises et de suspension de l'AGOA depuis janvier 2022, les IDE ont généré 156,7 MUSD de recettes d'exportations (même si en deçà de l'objectif d'1 Md USD). Depuis 2016, les flux entrants d'IDE affichent une baisse constante (4,1 Mds USD) traduisant une perte d'attractivité du pays.

Kenya

China Road and Bridge Corporation (CRBC) remporte un contrat pour la réhabilitation de la section inférieure de l'Expressway

Après avoir achevé les travaux de l'Expressway – l'autoroute à péages de 27 km construite en PPP traversant Nairobi et reliant notamment le CBD à l'aéroport international de la capitale – la China Road and Bridge Corporation (CRBC) vient de remporter l'appel d'offres d'un montant de 9 Mds KES (73 MEUR) pour réhabiliter la section inférieure (qui existait originellement) de l'Expressway. L'objectif est de réhabiliter l'axe, en partie endommagé par les travaux de construction de l'autoroute, par : i) la création d'allées piétonnes ; ii) la réparation du système de drainage ; iii) le déploiement d'un système moderne d'éclairage ; et iv) la mise en place d'un système de *Bus Rapid Transit (BRT)*, qui semble toutefois difficilement réalisable au vu des faibles réserves de capacités des voies et des emprises limitées pour d'éventuelles stations. « Il semblait évident que l'entreprise qui était en charge de la construction de la nouvelle autoroute réhabilite l'ancienne route », a précisé James Macharia, le secrétaire aux Transports. Toutefois, cette annonce a suscité de nombreuses contestations et critiques. Plusieurs médias ont ainsi dénoncé l'attribution de ce marché sur un appel d'offre peu transparent, arguant que les 9 Mds KES qui seront financés sur le budget de l'Etat, auraient pu être anticipés et inclus dans le contrat de PPP initial (donc à la charge de CRBC) et que la CRBC est dans une position de conflit d'intérêt souhaitant probablement maximiser le trafic sur les voies concurrentes de l'Expressway en concession.

Les législateurs rejettent la proposition d'augmenter la taxation de l'alcool et de l'eau embouteillée

Les législateurs ont rejeté la proposition d'augmenter la taxation de l'alcool et de l'eau en

bouteille, portant ainsi un coup au plan du Trésor visant à générer 50,4 Mds KES (406,73 MEUR) de recettes supplémentaires au cours de l'année commençant en juillet. S'il est adopté par les législateurs de la Chambre, le droit d'accise sur la bière restera à 121,85 KSH (0,98 USD) par litre, contre 134 KSH (1,08 USD) par litre proposé par le trésor dans le projet de loi de finances 2022, tandis que celui sur le vin et les spiritueux sera maintenu à 208,20 KSH (1,68 USD) et 278,70 KSH (2,25 USD) par litre, respectivement. La Commission des finances et de la planification de l'Assemblée nationale a également recommandé que le droit d'accise proposé sur les jus de fruits soit réduit à 13 KSH (0,1050 USD) par litre, contre 12,17 KSH (0,1071 USD) par litre actuellement, pour passer de 13,30 KSH (0,1074 USD) par litre dans le projet de loi de finances 2022. Elle a toutefois approuvé la proposition du Trésor de porter les droits d'accises sur les cosmétiques et les produits de beauté à 15 %, contre 10 % actuellement. Les taxes sur les cigarettes et l'alcool ont traditionnellement été la cible des ministres des finances pour obtenir des recettes supplémentaires, mais ces dernières années, le champ d'application a été élargi pour inclure des articles largement utilisés tels que l'eau en bouteille, les cosmétiques, les confiseries, les taxis-motos et les produits pétroliers.

Hausse de l'indice des prix à la production à un niveau record au T1 2022 (+ 11,21 %)

Pour le 6^{ème} mois consécutif, l'indice des prix à la production (IPP) kényan s'inscrit en hausse et atteint + 11,21 % en glissement annuel (g.a) au 1^{er} trimestre 2022, après 10,64 % au trimestre précédent et 4,92 % un an auparavant. Les deux principaux secteurs ayant connu une hausse des prix à la production sont les secteurs des mines et carrières (+ 26,3 % en g.a) et ; le secteur manufacturier (+12,4 %), en particulier la fabrication de produits chimiques (+ 35,04 %), pharmaceutiques (+ 23,15 %), de produit du tabac (+ 17,11 %), d'habits (+ 15,00 %) et des produits alimentaires (+ 11,26 %). De son côté, le

secteur de la production d'électricité s'inscrit à la baisse en g.a (-2,5%). En glissement trimestriel, les secteurs des mines et carrières et manufacturier ont augmenté, respectivement, de 6,4% et 5,1% tandis que celui de la production d'électricité a connu une baisse de -8,5%.

Madagascar

La BAD finance trois projets pour un montant total de 5,7 MUSD

Le gouvernement malgache et la Banque africaine de Développement (BAfD), ont signé le 24 mai trois accords de financement d'un montant total de 5,7 MUSD. Un prêt de 2,5 MUSD finance l'étude de faisabilité du « Pôle de développement agricole de la rive droite du delta de Bas Mangoky ». Il vise une hausse de la production agricole, le développement d'infrastructures d'irrigation, de stockage et de conditionnement et le renforcement des organisations de producteurs. Un don de 1,9 MUSD est accordée au « Financement des risques et catastrophes en Afrique (ADRIFi) » visant à soutenir la résilience et la réponse aux chocs climatiques. Une troisième subvention de 1,34 MUSD est accordée au « Projet de renforcement de la résilience de la gouvernance par la digitalisation » (PREGODI).

Maurice

TotalEnergies inaugure sa première station sous ses nouvelles couleurs

La filiale mauricienne de TotalEnergies a inauguré le 18 mai sa première station arborant les nouvelles couleurs de l'entreprise adoptées en 2021. Ce changement d'identité visuelle répercute une réorientation de la stratégie du groupe qui s'engage à devenir une compagnie

multi-énergies. La station-service de Belle Vue, première à bénéficier de ce changement cosmétique fait office d'exemple puisqu'elle propose depuis 2015 une borne de recharge solaire pour les véhicules des particuliers et des professionnels. La compagnie française possède actuellement une cinquantaine de stations-services à Maurice, ce qui en fait le deuxième réseau de l'île.

Ouganda

La Banque ougandaise de développement et l'Union européenne ont lancé une facilité 62 Mds UGX (17 MUSD) en faveur du secteur du tourisme

La Banque ougandaise de développement (*Uganda Development Bank – UDB*) et l'Union européenne ont lancé une facilité de 62 Mds UGX (17 MUSD) destinée à l'octroi de prêts bonifiés aux acteurs du secteur du tourisme pour accélérer la reprise post-Covid-19. La facilité totale est composée de 40 Mds UGX (11 MUSD) de la Banque ougandaise de développement et de 21,8 Mds UGX (6 MUSD) de subvention de l'Union européenne. Dans le cadre de cette facilité, seuls les clients éligibles au prêt seront éligibles à la subvention. Les acteurs éligibles recevront un maximum de 1 Md UGX (273 000 USD) en subventions et prêts à des conditions flexibles alignées sur les besoins actuels du secteur. La facilité offre un faible taux d'intérêt remboursable sur une période de cinq ans avec un délai de grâce de deux ans. UDB fournira également des services de conseil aux entreprises dans le cadre de l'Accélérateur d'entreprises pour un entrepreneuriat réussi afin d'aider les futurs candidats à répondre aux critères de candidature.

Le Parlement approuve le budget de 13 Mds USD pour l'exercice 2022/23

Le Parlement a adopté le 20 mai un budget de 48,1 trillions de shillings (13 Mds USD) pour l'exercice budgétaire 2022/2023, soit une hausse de 9 % par rapport à l'exercice précédent. Ce budget vise à relancer l'économie, sous le thème de « L'industrialisation pour une croissance inclusive, l'emploi et la création de richesses ». Les dépenses, hors refinancement de la dette intérieure et amortissement de la dette extérieure, s'élèvent à 8,9 Mds USD, contre 8,7 Mds USD pour l'exercice en cours 2021/2022. Les cinq secteurs prioritaires de ce budget sont : le développement du capital humain – éducation, santé, genre -, financé à hauteur de 2,4 Mds USD (18 % du budget) ; la gouvernance et la sécurité (1,9 Mds USD ; 14 %) ; les infrastructures de transport et services (1,1 Mds USD ; 8 %) ; le développement des énergies renouvelables (437 MUSD ; 3,2 %) et le développement du secteur privé (410 MUSD ; 3 %). Suivent ensuite le développement des technologies (5 MUSD), le développement de l'exploitation minière (8,5 MUSD), le renforcement des communautés (20 MUSD) et la transformation digital (23 MUSD). Le gouvernement devrait emprunter 2,8 Mds USD pour financer le déficit de financement de ce budget. Les autres sources de financement sont les recettes fiscales et non fiscales ainsi que les subventions et les prêts d'appui budgétaire et de projets octroyés par les partenaires au développement. Cet emprunt devrait contribuer à alourdir la dette publique, qui représente désormais plus de 50 % du PIB.

🇷🇼 Rwanda

Lancement d'un projet d'une centrale électrique de 43 mégawatts financée par la Chine

Le gouvernement rwandais a annoncé le lancement du projet de centrale hydroélectrique *Nyabarongo II* qui sera établie sur la rivière *Nyabarongo*, à 27 kilomètres de Kigali. Ce projet

a pour but de stimuler les efforts du pays pour assurer l'accès universel à l'électricité d'ici 2024. Le projet, d'un montant de 214 MUSD en trois phases vise également à contrôler les inondations sur les marécages le long des rivières *Nyabarongo* et *Akagera*. La pose de la première pierre a été réalisée le samedi 21 mai et l'ensemble des trois phases devrait être terminé pour 2027. Le projet doit générer un total de 134 mégawatts, dont 43,5 mégawatts pour la centrale hydroélectrique *Nyabarongo II*. Les travaux sont entrepris par la société chinoise Sinohydro ce qui en fait le plus grand projet actuellement soutenu par le gouvernement chinois au Rwanda.

🇸🇨 Seychelles

Pas de brève cette semaine

🇸🇴 Somalie

Le FMI accepte la prolongation de son programme

Suite à l'élection le 15 mai de Hassan Cheick Mohamoud à la présidence de la Somalie, le FMI a répondu favorablement à la demande des autorités de prolongation du délai par 3 mois, prévu pour l'organisation puis le passage au *board* de la seconde revue de son *Extended Credit Facility (ECF)*. Pour rappel, cette ECF représente une aide de 400 MUSD sur 3 ans, et est assortie de la mise en œuvre de réformes des finances publiques. La prolongation du délai de passage au *board* devrait également faciliter l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) par la Somalie, qui pourrait réduire la dette du pays à 6,0 % de son PIB (contre 37,9 % en 2021), et ainsi

permettre la reprise des financements internationaux.

🍷 Soudan

Négociation en cours pour le renouvellement de l'accord de transit du brut sud-soudanais.

Une délégation sud-soudanaise, présidée par le sous-secrétaire du ministère du Pétrole accompagné de son homologue du ministère des Finances et d'un groupe d'experts, est arrivée à Khartoum le 22 mai pour discuter avec sa contrepartie soudanaise du renouvellement de cet accord de transit. Les discussions portent notamment sur l'évaluation de l'accord signé en 2012, arrivé à terme en mars 2022, et sur la signature d'un nouvel accord de trois ans. Pour mémoire, le premier accord englobait non seulement les coûts de transit du brut, mais également une compensation de 3 Mds USD au titre des pertes encourues suite à la sécession du Soudan du Sud. Alors que l'aide internationale occidentale s'est tarie depuis le coup d'Etat du 25 octobre, les autorités soudanaises ont un besoin urgent des devises, dont une partie provient de ces frais de transit, estimés à au moins un milliard de dollars.

🍷 Soudan du Sud

La banque kényane *Cooperative Bank* a injecté 372 MKES (3 MUSD) supplémentaires dans sa filiale sud-soudanaise

Cooperative Bank a injecté 372 MKES (3 MUSD) supplémentaires dans sa filiale sud-soudanaise, le premier investissement majeur en cinq ans. La banque n'a pas révélé la raison de cette augmentation de capital au Soudan du Sud où

elle exploite quatre succursales. Le dernier investissement en capital majeur divulgué dans le pays était de 305 MKES (2,4 MUSD) en 2016. La multinationale bancaire kényane a créé sa seule unité régionale en 2013 en investissant initialement 1,5 Mds KES (12,9 MUSD), ce qui lui a donné une participation de 51%, avec le gouvernement du Soudan du Sud, qui détient les 49 % restants.

🍷 Tanzanie

4,7 MUSD (11 Mds TZS) alloués à l'expansion de la culture du tournesol en Tanzanie

La Tanzanie souhaite accroître sa production d'huile de tournesol afin de diminuer sa dépendance aux importations en matière d'huile de cuisson, dans un contexte de hausse des prix des denrées alimentaires (le prix d'un litre d'huile de tournesol à Dar-es-Salam aurait été multiplié par 2,4 en deux ans selon la BoT). Le budget du ministère de l'Agriculture pour l'année fiscale 2022-2023 s'élèverait à 751 Mds TZS (323 MUSD ; +156 % par rapport au budget de l'année fiscale en cours). Sur ces 751 Mds TZS, 11 Mds TZS (4,7 MUSD) devraient être alloués à l'expansion de la culture de tournesol via la production et la distribution de 5000 tonnes de semences subventionnées dans le pays. La Tanzanie, deuxième plus gros producteur de graines de tournesol d'Afrique, vise l'autosuffisance d'ici à 2025. S'adressant à la délégation d'entreprises du MEDEF International en mission en Tanzanie du 16 au 18 mai 2022, le ministre des Finances et de la Planification, Mwigulu NCHEMBA, a invité les entreprises françaises à considérer les opportunités d'investissement dans le secteur de l'agriculture commerciale et particulièrement en lien avec la culture du tournesol.

Délégation de 41 entreprises françaises en Tanzanie, une première dans l'histoire des relations bilatérales franco-tanzaniennes

41 entreprises françaises, emmenées par Bpifrance, Business France et MEDEF International, expertes dans divers secteurs étaient en mission en Tanzanie du 16 au 18 mai 2022 pour rencontrer l'écosystème public/privé tanzanien et comprendre les besoins du marché. Cette mission s'inscrit dans le prolongement des visites de la Présidente Samia Suluhu Hassan en France en février 2022 et du ministre français chargé du Commerce Extérieur Franck Riester à Dar-es-Salaam en octobre 2021. La délégation a eu l'honneur de rencontrer la présidente à Dar-Es-Salam. Cette dernière a profité de l'occasion pour rappeler la position « *pro business* » de son gouvernement et pour renouveler son invitation à venir investir en Tanzanie. Les représentants d'entreprise ont également pu s'entretenir avec le ministre des Finances et de la Planification ; la ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement ainsi que des représentants du ministère des Ressources Naturelles et du Tourisme ; du ministère des Travaux et des Transports et des principales agences publiques du pays.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international